

## Fiche de lecture

### Introduction

L'auteur Ben Crum codirige « European Law & Governance theme » à ACCESS Europe, le centre d'études européennes contemporaines d'Amsterdam. La recherche de Crum se concentre sur la façon dont les processus d'internationalisation, en surtout l'intégration européenne, influent les pratiques établies et la compréhension de la démocratie et de la solidarité (Minda de Gunzburg Center for European Studies 2018). Pour donner un exemple, dans son article « Saving the Euro at the cost of Democracy » il examine les implications de la crise financière pour la relation entre l'intégration monétaire et le gouvernement démocratique dans l'UE. La crise avait révélé que l'équilibre initial que l'Union économique et monétaire (UEM) cherchait à maintenir entre l'intégration monétaire et la diversité des politiques n'était pas viable. L'article conclut que l'orientation vers un fédéralisme exécutif peut être justifiée pour empêcher la dissolution de l'euro et reconnaître la valeur de l'autonomie nationale. Cependant, elle risque d'avoir un prix démocratique (Crum 2013).

Un autre exemple de sa recherche est le concept « the Multilevel Parliamentary Field » comme point de départ théorique pour examiner la représentation démocratique dans l'UE. Ce concept permet de comprendre qu'il existe deux formes de représentation démocratique ; l'un directement par le Parlement européen et l'autre par des parlements et des gouvernements nationaux. Le concept permet ainsi de mieux comprendre la représentation démocratique dans l'UE, notamment en mettant en lumière les défis démocratiques auxquels l'UE est confrontée (Crum 2009).

### Résumé de point de l'article

Dans l'article, Crum examine pourquoi le Parlement européen a perdu le processus de Spitzenkandidaten en 2019. La littérature montre que le Parlement européen a renforcé son pouvoir en invoquant sa légitimité démocratique. Le processus des Spitzenkandidaten en 2014 en est un bon exemple de ça et dans la littérature les chercheurs s'accordent à dire que les élections de 2014 ont été l'expression de l'institutionnalisation de ce processus. C'est ce qu'on appelle la thèse de la parlementarisation. Le résultat d'élection de 2019 va à

Johannes Henningsen

18/1/2024

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

l'encontre de ce point de vue, ce qui amène M. Crum à se demander si 2019 est un recul ou un signe qu'il existe une limite structurelle à l'extension du pouvoir du Parlement européen (Crum 2022 : 193f). L'argument principal de Crum est que l'échec du processus des Spitzenkandidaten nous oblige à repenser la thèse de la parlementarisation (Crum 2022 : 198). Pour développer son argumentation, Ben s'appuie sur deux points de départ théoriques ; la thèse de la parlementarisation et l'UE comme une « demoi-cracy ». Sur la base de ces théories, Crum définit quatre attentes théoriques concernant l'interprétation de l'Article 17.7 TEU la dynamique des groupes de partis, la réception du Parlement européen et la prise de décision au sein du Conseil européen (Crum 2022 : 201). Pour commencer, Crum analyse le résultat des élections européennes de 2014 sur la thèse de parlementarisation. Tout d'abord, le changement institutionnel apporté au traité de Lisbonne qui a donné lieu à la création de l'idée de voir les groupes de partis européens promouvoir des candidats principaux à la présidence de la Commission dans le cadre de la campagne pour les élections du Parlement européen. Par la suite, de nombreux groupes de partis européens ont fait pression pour que ce processus soit accéléré par exemple le Parti des socialistes européens (PSE) (Crum 2022 : 203f).

Toutefois, selon Crum, la thèse de la parlementarisation ne peut expliquer l'échec du processus de candidature spontanée en 2019. Pour illustrer ce point, Crum s'appuie sur la théorie qui considère l'UE comme une « demoi-cracy ». Ça veut dire que l'UE est une simultanée de citoyens qui constituent un « demos » européen global et de ses États membres, qui sont basés sur des « demoi » nationaux autonome. (Crum 2022 : 199). La théorie souligne donc que le Parlement européen n'est pas la seule source de légitimité démocratique de l'UE, mais que les États membres nationaux sont pertinents dans ce contexte. Crum trouve qu'à la lumière des événements de 2014, les gouvernements ont réaffirmé en 2019 leur contrôle sur le processus et ils ont empêché le processus de Spitzenkandidaten de devenir une règle institutionnelle (Crum 2022 : 208). Je développerai cet argument dans la section suivante.

## **Les points notables**

Dans l'article, il n'y a pas une méthode, il n'y a qu'un basé théorique avec lequel Crum testes ses attentes théoriques. C'est pourquoi, dans la section suivante, je développerai l'argument ci-dessus. Je vais structurer cette section sur la base des quatre attentes théoriques de Crum.

En concernant de l'interprétation de l'Article 17.7 TEU, le Parlement a présenté le processus des Spitzen-kandidaten comme une réflexion de l'équilibré interinstitutionnel entre le Parlement et le Conseil européen tel que prévu par les traités (Crum 2002 : 205). Cela va à l'encontre de la théorie de la « demoi-cracy », par laquelle l'article 17.7 TEU évoque une procédure de va-et-vient en trois étapes : le premier coup est donné par les électeurs européens lors des élections européennes, puis les gouvernements des États membres se prononcent et, enfin, le choix du président de la Commission est choisi par le Parlement européen (Crum 2002 : 205).

Crum souligne également que les dynamiques des groupes de partis européens jouent un rôle essentiel dans l'échec du processus des Spitzen-kandidaten. En 2019 plusieurs groupes politiques n'étaient pas d'accord sur le bien-fondé du processus de Spitzenkandidaten. Par exemple, on sait que Macron a critiqué la procédure des Spitzenkandidaten et qu'il ne souhaitait pas que les groupes de partis du Parlement européen déterminent le candidat à la présidence de la Commission, excluant ainsi les chefs de gouvernement du processus (Crum 2002 : 205). Aussi, une autre dynamique était la recommandation de Manfred Weber, candidate du EPP, qui est apparu comme un candidat moins convaincant que Jean-Claude Juncker, néanmoins en partie à cause de sa complaisance à l'égard du Fidesz (Crum 2022 : 206).

En ce qui concerne la réception du Parlement européen, Crum montre que la position du Parlement européen était moins unifiée après l'élection. C'était clair parce que le Parlement européen, réuni peu après les élections en 2019 n'a pas recommandé un candidat clair pour la présidence, mais a simplement confirmé que le prochain président devrait être choisi parmi les candidats recommandés par les groupes de partis respectifs (Crum 2022 : 207).

Johannes Henningsen

18/1/2024

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Selon Crum, une autre raison de l'échec du processus de Spitzen-kandidaten était la prise de décision au sein du Conseil européen, où il y avait les divisions politique ainsi que la résistance à la candidature de Weber qui étaient encore plus fortes qu'au Parlement européen (Crum 2022 : 207). Parmi les chefs de gouvernement dans le Conseil européen, il y avait donc une aversion pour le processus de Spitzen-kandidaten.

Dans la conclusion de l'article, Crum souligne que la procédure de l'Article 17.7 TEU doit être dûment complétée, notamment par une procédure de résolution interinstitutionnelle au cas où les deux institutions se trouvent dans une impasse (Crum 2022 : 209). Je trouve ce point particulièrement intéressant parce qu'il met en évidence une faiblesse institutionnelle potentielle de l'UE.

## **Conclusion**

Au début de son article, Crum se demande si l'échec du processus des Spitzen-kandidaten en 2019 était un revers de fortune ou s'il a montré qu'il y a une limite structurelle à la capacité du Parlement européen d'étendre leur pouvoir. Une critique interne c'est que Crum ne donne pas de réponse définitive à cette question à la fin de l'article. Cependant, à la lumière de son argument selon lequel l'UE comme un « demoi-craci » est la plus explicative en concernant les élections en 2019, il semble que son point de vue soit qu'il existe en fait une limite structurelle. Une réponse à cette critique interne est que la question de Crum ne peut pas être résolue définitivement avant que les prochaines élections du Parlement européens ne soient décidées. Cela permettra de disposer d'un point de référence entre les élections de 2019 et de 2024 pour répondre à la question, soit en utilisant les mêmes théories que Crum, soit en utilisant d'autres théories.

Johannes Henningsen  
18/1/2024  
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## **Bibliographie**

Crum, Ben (2013) : « *Saving the Euro at the cost of Democracy ?* ». Journal of Common Market Studies, Vol 4.

Crum, Ben (2009) : « The Multilevel Parliamentary Field: a framework for theorizing representative democracy in the EU ». European Political Science Review, Vol 1.

Crum, Ben (2022) : « *Why the European Parliament lost the Spitzenkandidaten-process* ». Journal of European Public Policy

Minda de Gunzburg Center for European Studies (2018) : « *Ben Crum* ». Localisée sûr <https://ces.fas.harvard.edu/people/ben-crum> (16.03.2024)